

Cette association vise une nouvelle action en justice

Le Plan local d'urbanisme (PLU) sera au menu du prochain conseil municipal. L'association Rothéneuf Environnement annonce qu'elle se réunira pour décider de l'opportunité d'une action en justice.

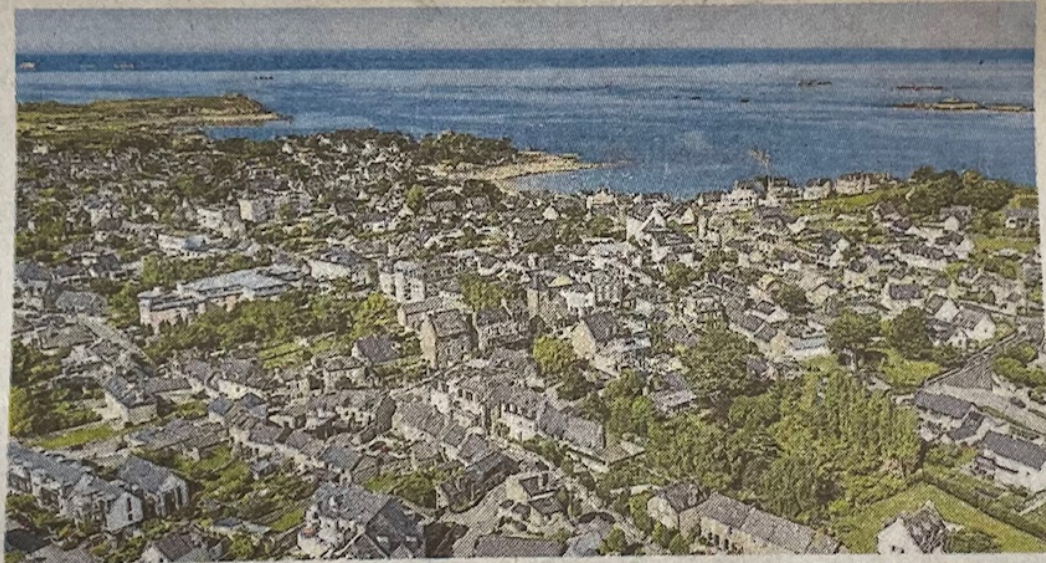
L'association Rothéneuf Environnement pourrait bien reprendre le chemin des tribunaux. C'est en tout cas ce qu'elle laisse entendre dans une lettre ouverte adressée à Gilles Lurton, le maire.

Quelques jours avant l'examen de l'approbation au conseil municipal – le 4 novembre – elle annonce qu'elle convoquera une assemblée générale extraordinaire le 15 novembre pour examiner l'opportunité de saisir le tribunal administratif.

L'association considère que « le PLU ne répond pas aux exigences du Code de l'urbanisme, ni à celles de plusieurs documents administratifs supra-communaux, ni aux réalités humaines et environnementales de Saint-Malo ».

Une victoire en 2020

En 2020, le Tribunal administratif de Rennes avait donné raison à l'asso-



Le bourg de Rothéneuf vu du ciel.

PHOTO : MARC OLLIVIER/ARCHIVES OUEST-FRANCE

ciation en annulant les permis de construire, signé par la précédente municipalité, pour 800 logements sur la Frange Sud de Rothéneuf. Le projet était alors revu à la baisse, passant de 800 à 180 logements.

« Six ans plus tard, le nouveau PLU reprend, sous d'autres formes, les mêmes logiques d'expansion urbaine, sans évaluation rigoureuse des besoins réels en logements ni de la capacité d'accueil du territoire

ni de la prise en compte des risques naturels », dénonce l'association.

« Repartir d'une page blanche »

Elle conteste les chiffres avancés par la Ville en matière de croissance démographique, assure que le PLU est « en contradiction avec le futur SCoT du pays de Saint-Malo, avec la loi Littoral ou encore qu'il ignore l'identité marine de Saint-Malo [...] Pourquoi une telle précipitation, alors que les documents majeurs, comme le SCoT et le Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine [PPRSM] sont en cours de révision à court terme ? La situation est si sérieuse que le projet de Ville devrait repartir d'une page blanche en coordination totale avec les autres structures administratives de l'État ».